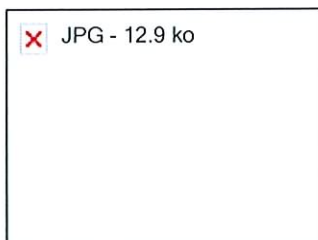


06/10/2011 | 16:38 | Pierre-Alain Furbury | Lu 1120 fois **Le scénario parlementaire qui donne des sueurs froides à l'exécutif**

Le gouvernement craint "une fausse bonne idée des députés UMP qui trouverait une majorité de circonstance" à l'Assemblée. Un amendement, comme par exemple sur la création d'une nouvelle tranche d'impôt sur le revenu, ne pourrait plus être supprimé par le Sénat, désormais à gauche.



Sur le plan institutionnel, le basculement du Sénat à gauche... ne change rien. C'est, en tout cas, la version officielle. Elle est à la fois vraie et fausse. Vraie parce que la Constitution permet au gouvernement de donner le dernier mot à l'Assemblée (où l'UMP a la majorité absolue). Fausse parce que l'exécutif a une inquiétude non avouée : leurs propres troupes à l'Assemblée.

Sur le même sujet

DOSSIER Les élections sénatoriales

Dernier texte phare avant la présidentielle, le budget 2012 devrait être rejeté par le Sénat (27/09)

Il suffirait en effet qu'une partie des députés UMP pousse, par exemple, la création d'une nouvelle tranche d'impôt sur le revenu - Michel Piron (photo) a déposé ce jeudi après-midi son amendement en ce sens, soutenu par 80 députés UMP - et que cette proposition soit votée par la gauche et le Nouveau Centre pour mettre le gouvernement en difficulté. Car le Sénat, désormais aux mains du PS, voterait alors le texte dans les mêmes termes, entérinant de facto son adoption et privant l'exécutif de tout recours. Cela contraindrait le gouvernement à ne pas donner suite au texte après l'Assemblée. Voire à demander une deuxième délibération pour « purger » le texte, ce qui est très mal vu des élus.

« Ce que nous craignons, c'est une fausse bonne idée qui trouve une majorité de circonstance. On connaît la richesse de propositions de nos députés », glisse un ministre, s'inquiétant de l'activisme de Michel Piron, déjà à l'origine du vent de fronde contre le bouclier fiscal. « On pourrait lui taper dessus avec une masse qu'il ne changerait pas d'avis... » Ce que l'intéressé confirme, en souriant : « Je ne suis pas têtu, je suis persévérant. Dans des circonstances difficiles ; on peut parfois souhaiter l'union nationale ».

Le PS, lui, rêve déjà de cette hypothèse. La socialiste Nicolas Bricq, nouvelle rapporteure générale du budget au Sénat, l'avoue dans une interview à paraître vendredi dans « Les Echos » : « La droite parlementaire est loin de partager l'optimisme gouvernemental et je pense que nous pouvons trouver des mesures communes avec les députés pour accroître l'effort de rigueur ».

De quoi donner quelques sueurs froides supplémentaires au ministre chargé des Relations avec le Parlement, Patrick Ollier, plus que jamais contraint de « naviguer à vue ». « Ça impose à la majorité de mettre en place un dispositif de vigilance et de coordination », avoue un de ses

proches.

PIERRE-ALAIN FURBURY